



Gérard Le Puill était à Lille, récemment, pour la présentation de son livre et un débat. (Photos Liberté 62)

NOURRIR LE MONDE ? QUELLE PLACE DE L'AGRICULTURE ? QUELLE RÉALITÉ ?

"PLANÈTE ALIMENTAIRE", LE LIVRE DE GÉRARD LE PUIILL NOUS AIDE À EN PRENDRE CONSCIENCE

Aux postes du logement, des transports, de l'énergie, le budget alimentaire, prend de plus en plus, dans chaque famille, une place exponentielle. La montée des prix des matières premières qui a été répercutée sur des produits aussi divers que le pain, les pâtes, les produits laitiers, les œufs, la viande, n'est plus possible. Tout cela grève les dépenses quotidiennes et ce sont les familles les plus modestes qui en payent le prix lourd. C'est aussi la réflexion soutenue par les associations caritatives, en toutes saisons. La gestion des ressources de la terre est une donnée incontournable.

Plus de 800 millions d'humains ne mangent pas chaque jour à leur faim. Et que dire des manques criants d'eau potable ? La spéculation sur les aliments est inadmissible. La catastrophe n'est pas très loin. Pourtant, les compétences et les moyens ne manquent pas, ils sont bannis par la férocité du capitalisme. La sécurité alimentaire, elle, n'est pas assurée.

"PLANÈTE alimentaire, l'agriculture française

face au chaos mondial", voilà le titre du livre de Gérard Le Puill, spécialiste de ces questions à "l'Humanité" et à "la Terre", titre, au demeurant, très pertinent sur une problématique qui dépasse de loin la seule référence collective. Ce livre est le fruit de 25 ans d'observation de l'agriculture, de la PAC, de la dangereuse insertion de l'agriculture dans la mondialisation libérale. "L'urgence, dit d'emblée Gérard Le Puill, est aujourd'hui, d'introduire, de conserver et d'aménager les politiques de régulation au niveau de chaque pays, de chaque zone de libre-

échange, du commerce mondial lui-même en se souvenant que le droit de manger à sa faim est reconnu par la Charte des Nations unies."

La France de, par son histoire et sa géographie, a une agriculture spécifique mais voit disparaître tous les ans des milliers de petites exploitations.

Crises alimentaires

Les crises alimentaires et écologiques, qui engendrent dans le monde toujours plus de pauvreté, de faim et de destruction des ressources naturelles, exigent d'autres politiques agricoles, tant au niveau international, qu'europpéen et national. Lors d'une récente rencontre, à Lille, à l'invitation de Charles Beauchamp, conseiller général du

Nord et de Frank Jakubek, journaliste à "La Terre", Gérard Le Puill a expliqué la quintessence de son propos sur la flambée des prix alimentaires, la régulation indispensable de notre agriculture et comment nourrir la planète. Toutes ces questions rebondissent sur un secteur déterminant de la vie de tous les jours, au-delà des besoins et, surtout, des inquiétudes. La situation sociale dans l'agriculture est le reflet général de la société, les fermetures concernent tous les secteurs et toutes les zones géographiques. Au-delà de la diversification nécessaire et primordiale, c'est tout l'avenir qui est posé et cet enjeu ne peut laisser personne indifférent. Aussi, le débat proposé s'inscrit dans une démarche de confrontations des idées, des expériences,

des réflexions et des pratiques face aux marchés dangereux et pervers mis en place par la Politique agricole commune avec la bienveillance, le plus souvent non dite du gouvernement et de son ministre. Ce dernier avance des pistes de réflexion mais contredit tout de suite son discours initial lorsqu'il se rend à Bruxelles. Cette contradiction est aussi le reflet des dérégulations massives, mis en ordre par le système actuel.

"Le mot d'ordre de mon fil de conduite, dit l'auteur, est la prise de conscience du danger imminent que représentent la mondialisation des échanges, la concurrence exacerbée, les capitaux spéculatifs, pour la qualité de notre alimentation, pour notre santé, pour l'avenir de la planète." Il va sans dire que l'enga-

gement politique de Gérard Le Puill, à travers les combats des paysans français au sein du PCF, mais pas seulement, est un point d'appui solide pour souligner que l'agriculture française ne peut en aucun cas être une monnaie d'échange.

Cette libéralisation a été accentuée par les programmes d'ajustement structurel du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale. Ils ont conduit à un abaissement des tarifs douaniers des pays pauvres, souvent bien au-delà des exigences de l'OMC, et une suppression des outils de régulation dont disposaient ces gouvernements. Ces politiques sont imposées aux pays pauvres sous la pression du remboursement d'une dette croissante.

Lire suite page 7